

Nos droits contre leurs privilèges

Conclusions de l'initiative du 20 mai 2017 La Place est à nous / Paris – place Stalingrad

Synthèse des ateliers

Aujourd'hui, 20 mai 2017, nous, collectif "Pour Nos Droits, contre leurs privilèges", nous sommes réunis sur différents thèmes, aboutissant aux revendications suivantes :

Nous sommes contre :

- l'ubérisation de la société, les lois travail et leurs mondes ;
- la suppression du système d'assurance maladie et de la protection sociale ;
- le logement cher, la spéculation foncière et immobilière, les grands projets inutiles imposés et l'épuration sociale qui en découle ;
- l'évasion fiscale et le CICE ;
- la loi de présomption de légitime défense ;
- tous les Retour des ateliers racismes et xénophobies ;
- la militarisation de la politique étrangère de la France et la militarisation du monde.

Nous sommes pour :

- la pénalisation des fraudeurs fiscaux, ils doivent rendre l'argent pour la justice sociale et écologique ;
- la défense des droits des travailleuses et travailleurs et la création de nouveaux droits ;
- l'indemnisation de toutes les formes de chômage et l'amélioration de toutes les mesures de protection sociale ;
- la baisse des loyers, l'arrêt des expulsions, la réquisition des logements et bureaux vides et des projets d'urbanisme sous contrôle des habitant.es ;
- que les policiers soient des justiciables comme les autres ;
- une citoyenneté de résidence et le droit de vote des étrangers ;
- la sortie de l'OTAN, le désarmement nucléaire et le soutien aux réfugié.es et l'abrogation des accords de Dublin.

Et plus généralement Pour Nos droits, Contre leurs privilèges !

Déclaration finale

Contre Macron et son monde, fédérons nos résistances et nos alternatives !

Le président élu est l'ami de la finance, des banques et des multinationales. Sa feuille de route est un programme de guerre sociale contre le plus grand nombre : concurrence fiscale, délocalisations, dérégulation du marché du travail, soutien à la spéculation immobilière... qui ont des conséquences dramatiques sur la vie de millions de gens et servent de fond de commerce à l'extrême droite.

Dès l'été, il veut faire exploser le Code du Travail en recourant à la méthode autoritaire des ordonnances. Après le 49/3 des lois Macron et EL KHOMRI, et au nom de la compétitivité et des profits, les salarié.es, les précaires et les jeunes, vont subir un véritable choc d'insécurité sociale. Il veut s'attaquer à la sécurité sociale, aux droits des chômeur-euses, des locataires, et en finir avec la retraite par répartition pour instaurer la retraite à points. Il veut poursuivre une politique internationale fondée sur la guerre, les ventes d'armes et le pillage des ressources, et sur l'Europe forteresse.

Au moment où les inégalités ne cessent d'augmenter, que le chômage, la précarité et la pauvreté frappent massivement, en particulier les femmes, les jeunes, les habitant.es des quartiers populaires, les migrant-es... le programme du Président et de son Premier Ministre entraînerait l'explosion de la spéculation, des privilèges et de la richesse de quelques-uns au détriment de toutes et tous. Ce programme ne ferait que renforcer le racisme, sous toutes ses formes, en premier lieu le racisme institutionnel, qui gangrène notre société. Les noirs.es, les musulman.es, les arabes, les rom.es, les asiatiques... sont accusés de tous les maux de notre société alors que les discriminations et les violences policières à leur égard se multiplient.

Face à cette déclaration de guerre sociale, nous devons construire un mouvement social fort, unitaire et convergent, articulant résistances et alternatives.

Nous n'accepterons jamais que les droits des salarié.es, des chômeur-ses, des locataires, des habitants des quartiers populaires soient mis en charpie.

Nous n'accepterons jamais que la protection sociale et les services publics déjà affaiblis soient menacés dans leurs fondements.

Nous n'accepterons jamais qu'au moment où l'humanité est menacée de destruction par la folie productiviste, les enjeux écologiques soient remisés au second plan.

Notre combat est aussi celui de la démocratie. Il faudra nous opposer tous ensemble à ce coup d'état social et permanent que constitue une politique d'attaque des droits à coup de 49,3, d'ordonnance et de procédures d'urgence.

Nous devons avoir pour objectif de construire une force de proposition sociale fondée sur nos droits, nos besoins et nos espoirs communs qui s'oppose aux privilèges d'une poignée.

Nous avons besoin d'une autre politique, d'un autre monde.

Dans chaque entreprise menacée, dans chaque service public mis en cause, dans chaque quartier discriminé, dans chaque village désertifié, face à tous les grands projets inutiles imposés, face à la répression, au racisme, à l'état d'urgence,... : construisons les résistances indispensables en nous regroupant, en respectant nos différences et la diversité de nos luttes

Nous mettons en débat la proposition d'organiser à la rentrée des Etats généraux du mouvement social et des résistances... avec toutes les organisations, syndicats, associations, collectifs et réseaux dans leurs diversités.

Le mouvement social est notre bien commun. N'attendons pas 5 ans de plus. Nous nous engageons à 1826 journées de résistance multiples et convergentes, à 1826 jours d'alternatives !

Ils ne sont que quelques uns, nous sommes le plus grand nombre.

Résistons, organisons-nous, ne lâchons rien. Contre Macron et son monde, Insurgeons nous !

www.nosdroits.org

contact@nosdroits.org